



Les Collectifs Stop aux gaz et huiles de schiste - juillet 2014

Lutte contre les gaz et huiles de schiste : **la drôle de guerre !**

SUR LE FRONT JUDICIAIRE

En régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon, beaucoup d'incertitudes règnent sur le front de la lutte contre les gaz de schiste : après l'échec du pétrolier Schuepbach devant le Conseil Constitutionnel, d'autres recours de pétroliers contre l'État français sont en délibéré devant les tribunaux administratifs sans que l'on connaisse pour le moment la date des décisions. (Schuepbach et Total : pour les permis de Villeneuve de Berg, Nant et Montélimar).

En Ardèche, Gard & Languedoc :

Dans le Gard, le permis Bassin d'Alès (13 communes, 215 km²) arrive à échéance au printemps prochain, mais la Sté Mouvoil, bien que repoussée par la mobilisation citoyenne, n'a pas renoncé, et la menace est permanente.

Le permis Plaine d'Alès (503 km²) arrivait à échéance en avril dernier, le pétrolier Diamoco Energy en a demandé le renouvellement. Pas de réponse officielle jusque-là, ce qui ne signifie pas refus.

Le permis de Navacelles (17 communes, 216 km²) a changé de titulaire très récemment (arrêté du 18/06/14, autorisant la mutation au profit des Sociétés eCorp France Ltd, Eagle Energy Ltd et Petrichor France BV).

Dans l'Aude et l'Hérault, permis des Plaines du Languedoc, le pétrolier Lundin Petroleum a fait connaître son intention de procéder incessamment à des relevés de sismique. L'étape suivante est l'arrivée des camions vibreurs dans les champs, que seule une mobilisation massive arrêtera.

Globalement, pour les citoyens, la confusion est assez grande, augmentée encore par des discours officiels plutôt ambigus et souvent contradictoires.



Les Collectifs Stop aux gaz et huiles de schiste - juillet 2014

Lutte contre les gaz et huiles de schiste : **la drôle de guerre !**

SUR LE FRONT JUDICIAIRE

En régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon, beaucoup d'incertitudes règnent sur le front de la lutte contre les gaz de schiste : après l'échec du pétrolier Schuepbach devant le Conseil Constitutionnel, d'autres recours de pétroliers contre l'État français sont en délibéré devant les tribunaux administratifs sans que l'on connaisse pour le moment la date des décisions. (Schuepbach et Total : pour les permis de Villeneuve de Berg, Nant et Montélimar).

En Ardèche, Gard & Languedoc :

Dans le Gard, le permis Bassin d'Alès (13 communes, 215 km²) arrive à échéance au printemps prochain, mais la Sté Mouvoil, bien que repoussée par la mobilisation citoyenne, n'a pas renoncé, et la menace est permanente.

Le permis Plaine d'Alès (503 km²) arrivait à échéance en avril dernier, le pétrolier Diamoco Energy en a demandé le renouvellement. Pas de réponse officielle jusque-là, ce qui ne signifie pas refus.

Le permis de Navacelles (17 communes, 216 km²) a changé de titulaire très récemment (arrêté du 18/06/14, autorisant la mutation au profit des Sociétés eCorp France Ltd, Eagle Energy Ltd et Petrichor France BV).

Dans l'Aude et l'Hérault, permis des Plaines du Languedoc, le pétrolier Lundin Petroleum a fait connaître son intention de procéder incessamment à des relevés de sismique. L'étape suivante est l'arrivée des camions vibreurs dans les champs, que seule une mobilisation massive arrêtera.

Globalement, pour les citoyens, la confusion est assez grande, augmentée encore par des discours officiels plutôt ambigus et souvent contradictoires.

SUR LE FRONT MÉDIATICO-POLITIQUE

Un rapport du Parlement européen sur l'aspect économique des gaz de schiste reconnaît qu'il ne pouvait y avoir de miracle dans ce domaine sur notre continent.

Un peu partout dans le monde, on constate que les réserves de gaz supposées étaient exagérément surévaluées, sans doute pour créer une « bulle » financière. Aux USA, les évaluations de réserves californiennes de pétrole de schiste, présentées comme mirifiques, ont été revues à la baisse, **et pas qu'un peu, de 95,6%** (*L'Usine Nouvelle-Energies*).

Les pétroliers ne désarment pas pour autant ! L'offensive se porte maintenant dans des pays où les compagnies ont les coudées franches : **Argentine, Maroc, Algérie, Tunisie.**

SUR LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Le traité bilatéral de l'Union Européenne avec les États-Unis (TAFTA), en négociation actuellement, ne remplacerait pas les lois nationales en tous domaines, et la loi du 13 juillet 2011 (interdisant la fracturation hydraulique) ne serait pas à proprement parler caduque, mais courrait le risque d'être attaquée comme introduisant une précaution "excessive" de nature à empêcher le libre exercice de leur activité par les pétroliers.

**Le calme n'est qu'apparent,
la vigilance s'impose plus que jamais.
La drôle de guerre n'a pas caché
longtemps la vraie.**

**Les gaz de schiste, c'est toujours ni ici,
ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain !**



Collectif 07 Stop aux Gaz & huiles de Schiste
39, rue Jean-Louis Soulavie 07110 Largentière
Tel : 04 75 36 72 83
contact@stopaugazdeschiste07.org
www.stopaugazdeschiste07.org

Imprimé par nos soins, "ne pas jeter sur la voie publique"

SUR LE FRONT MÉDIATICO-POLITIQUE

Un rapport du Parlement européen sur l'aspect économique des gaz de schiste reconnaît qu'il ne pouvait y avoir de miracle dans ce domaine sur notre continent.

Un peu partout dans le monde, on constate que les réserves de gaz supposées étaient exagérément surévaluées, sans doute pour créer une « bulle » financière. Aux USA, les évaluations de réserves californiennes de pétrole de schiste, présentées comme mirifiques, ont été revues à la baisse, **et pas qu'un peu, de 95,6%** (*L'Usine Nouvelle-Energies*).

Les pétroliers ne désarment pas pour autant ! L'offensive se porte maintenant dans des pays où les compagnies ont les coudées franches : **Argentine, Maroc, Algérie, Tunisie.**

SUR LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Le traité bilatéral de l'Union Européenne avec les États-Unis (TAFTA), en négociation actuellement, ne remplacerait pas les lois nationales en tous domaines, et la loi du 13 juillet 2011 (interdisant la fracturation hydraulique) ne serait pas à proprement parler caduque, mais courrait le risque d'être attaquée comme introduisant une précaution "excessive" de nature à empêcher le libre exercice de leur activité par les pétroliers.

**Le calme n'est qu'apparent,
la vigilance s'impose plus que jamais.
La drôle de guerre n'a pas caché
longtemps la vraie.**

**Les gaz de schiste, c'est toujours ni ici,
ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain !**



Collectif 07 Stop aux Gaz & huiles de Schiste
39, rue Jean-Louis Soulavie 07110 Largentière
Tel : 04 75 36 72 83
contact@stopaugazdeschiste07.org
www.stopaugazdeschiste07.org

Imprimé par nos soins, "ne pas jeter sur la voie publique"